

Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 30946**

Intitulé

MASTER : MASTER mention Droit International et Droit Européen

| AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION | QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION |
|---|--|
| Ministère chargé de l'enseignement supérieur Modalités d'élaboration de références : CNESER | Recteur de l'académie de Nice ; Président de l'Université Côte d'Azur |

Niveau et/ou domaine d'activité

I (Nomenclature de 1969)

7 (Nomenclature Europe)

Convention(s) :

Code(s) NSF :

128 Droit, sciences politiques

Formacode(s) :

Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

Etudie les dossiers juridiques

Fait des rapports juridiques sur le financement du développement

Travaille en équipe dans une organisation concernée par le droit et le financement du développement

Met en place des outils de communication.

Rédige des dossiers techniques, des notes de synthèse et des analyses juridiques.

Présente des exposés et des plaidoiries.

Évalue les situations et négocie dans un contexte international.

Participe à des activités juridictionnelles internationales.

Travaille sur des activités de sensibilisation (advocacy).

Travaille dans un contexte international multiculturel grâce à une parfaite maîtrise de l'anglais.

Les titulaires du diplôme sont capables de :

Mener des négociations en français et en anglais dans le domaine du développement avec des partenaires publics et/ou privés compétents et responsables

Appliquer les méthodes du raisonnement juridique.

Appliquer les règles du droit international public et les relations internationales.

Utiliser à bon escient les réglementations internationales, européennes, nationales en matière d'exportation d'armes et de bien et technologies à double usage

Mettre en œuvre les concepts et pratiques de l'intelligence économique

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

Les diplômés pourront travailler dans les secteurs du commerce international, des affaires étrangères, de l'intelligence économique et du développement économique. Tous les types d'entreprises sont concernés : PME, TPE, secteurs public et privé, collectivités territoriales, associations. Une partie des diplômés, sous réserve de la réalisation d'un doctorat, pourra s'orienter vers l'enseignement supérieur ou les métiers de la recherche.

Les titulaires du diplôme peuvent prétendre aux emplois suivants :

Juriste national et international d'affaires

Juristes d'entreprise

Experts auprès des organisations internationales et des administrations nationales ou internationales traitant des questions de développement

Cadres supérieurs dans des entreprises privées s'intéressant aux questions du développement

Fonctionnaires nationaux ou internationaux dans des administrations compétentes en matière de développement

Enseignants-chercheurs dans les universités françaises et étrangères

Codes des fiches ROME les plus proches :

K1401 : Conception et pilotage de la politique des pouvoirs publics

K1405 : Représentation de l'Etat sur le territoire national ou international

K1902 : Collaboration juridique

K1903 : Défense et conseil juridique

M1402 : Conseil en organisation et management d'entreprise

Modalités d'accès à cette certification

Descriptif des composantes de la certification :

Les modalités du contrôle permettent de vérifier l'acquisition de l'ensemble des aptitudes, connaissances et compétences constitutives du diplôme. Celles-ci sont appréciées soit par un contrôle continu et régulier, soit par un examen terminal, soit par ces deux modes de contrôle combinés.

Chaque bloc d'enseignement a une valeur définie en crédits européens (ECTS). Le nombre de crédits par unité d'enseignement est défini sur la base de la charge totale de travail requise et tient donc compte de l'ensemble de l'activité exigée : volume et nature des enseignements dispensés, travail personnel requis, des stages, mémoires, projets et autres activités. Pour l'obtention du diplôme de master,

une référence commune est fixée correspondant à l'acquisition de 120 ECTS au-delà du grade de licence.

La formation s'organise autour d'un Master 1 mutualisé et 6 parcours de spécialité de Master 2 totalement différenciés pour permettre aux étudiants d'acquérir une expertise spécifique :

Juriste du commerce international

Juriste européen

Gouvernance et financement du développement

Sécurité internationale, Défense, Intelligence économique

Droit de la mer et des activités maritimes

Migration Studies (option International and European Law)

Validité des composantes acquises : illimitée

| CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION | OUI/NON | | COMPOSITION DES JURYS |
|--|---------|---|--|
| Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant | X | | Leur composition comprend : une moitié d'enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation, des professionnels qualifiés ayant contribué aux enseignements, des professionnels qualifiés n'ayant pas contribué aux enseignements. |
| En contrat d'apprentissage | | X | |
| Après un parcours de formation continue | X | | Leur composition comprend : une moitié d'enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation, des professionnels qualifiés ayant contribué aux enseignements, des professionnels qualifiés n'ayant pas contribué aux enseignements. |
| En contrat de professionnalisation | X | | Leur composition comprend : une moitié d'enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation, des professionnels qualifiés ayant contribué aux enseignements, des professionnels qualifiés n'ayant pas contribué aux enseignements. |
| Par candidature individuelle | X | | Possibilité pour tout ou partie du diplôme par VES ou VAP |
| Par expérience dispositif VAE | X | | Jury de validation VAE : enseignants-chercheurs personnes ayant une activité principale autre que l'enseignement et compétentes pour apprécier la nature des acquis, notamment professionnels dont la validation est demandée |

| | OUI | NON |
|-----------------------------------|-----|-----|
| Accessible en Nouvelle Calédonie | | X |
| Accessible en Polynésie Française | | X |

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS

ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX

Base légale

Référence du décret général :

Arrêté du 25 avril 2002 publié au JO du 27 avril 2002

Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

Arrêté du 25 mai 2018, relatif aux accréditations de l'Université Côte d'Azur à délivrer les diplômes nationaux n° **20180709**

Référence du décret et/ou arrêté VAE :

Le décret N°2013-756 du 19/08/2013, articles R.613-33 à R.613-37

Références autres :

Arrêté du 22 janvier 2014 fixant les modalités d'accréditation d'établissements d'enseignement supérieur

Arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master

Arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master, publié au J.O du 27 avril 2002

Arrêté du 4 février 2014 fixant la nomenclature des mentions du diplôme national de master

Décret VAE - Code de l'éducation : article L 613-3 **modifié par la loi n° 2015-366 du 31 mars 2015**

Pour plus d'informations

Statistiques :

Statistiques d'insertion disponibles auprès de l'observatoire de la vie étudiante (UNICEPRO~OVE)

<http://unice.fr/unicepro/enquetes-et-statistiques/>

Autres sources d'information :

Université Côte d'Azur : <http://univ-cotedazur.fr/>

Université Nice Côte d'Azur

Lieu(x) de certification :

Ministère chargé de l'enseignement supérieur : Provence-Alpes-Côte d'Azur - Alpes-Maritimes (06) [Nice]

Université Côte d'Azur

Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

Faculté de droit et de science politique - avenue du Doyen Louis Trotabas - 06050 Nice Cedex 1.

Institut du Droit de la Paix et du développement, Avenue du Doyen Louis Trotabas, 06050 Nice Cedex 1

Historique de la certification :

Issu du Master mention Droit International et Européen